

Un administrateur du Réseau Sortir du nucléaire explique pourquoi il démissionne

Guillaume Blavette, novembre 2011

Aujourd'hui, personne ne met en cause la nécessité d'un regroupement à l'échelle nationale des groupes et associations antinucléaires. L'arrêt du nucléaire implique de construire des mobilisations locales, régionales et nationales de grande ampleur pour contraindre les pouvoirs scientifiques, économiques et politiques à renoncer à cette *technologie de mort*. La sortie du nucléaire n'a en effet de sens que si elle est portée par un large front qui dépasse les clivages politiques et intègre différentes pratiques militantes.

Pour autant cette nécessité ne doit pas amener ceux et celles qui font vivre la lutte antinucléaire à tolérer n'importe quelle organisation, n'importe quel fonctionnement. La fédération qui regroupe l'ensemble du mouvement antinucléaire doit correspondre aux attentes de chacun de façon à constituer un amplificateur de lutte, une interface qui permette la mutualisation des moyens et enfin un intellectuel collectif qui améliore la critique et les prises de paroles contre le lobby nucléaire.

Le réseau Sortir du nucléaire fondé en 1997 a essayé de réaliser cet objectif. Pendant dix années il s'est employé à rassembler l'ensemble des groupes épars et à susciter la naissance de nouveaux groupes pour assoir l'opposition au nucléaire sur une véritable dynamique contestataire.

Force est de reconnaître la réussite de cette stratégie au cours de la première décennie du siècle. Le nombre de groupes s'est largement accru alors que plusieurs dizaines de milliers de particuliers consentaient à verser régulièrement de l'argent pour soutenir les luttes anti-nucléaire.

L'organisation militante des premiers temps s'est alors métamorphosée en une structure puissante s'appuyant sur une équipe salariée et des moyens impressionnants. Une revue, de nombreuses brochures thématiques, des affiches, des autocollants, tout un matériel militant pu être mis à la disposition des groupes donnant à voir l'existence de ce front commun tant attendu.

Le problème est que cette **dynamique d'unification** a créé les conditions d'une **centralisation** que n'ont jamais désirée les groupes fondateurs. Progressivement, le Réseau a changé de nature. La fédération des premiers temps s'est autonomisée devenant la voix du mouvement antinucléaire voire sa principale composante.

La fonction et le rôle des groupes s'en sont trouvés profondément modifiés. Une sorte de révolution copernicienne a bouleversé le modèle des origines. La base du mouvement a perdu sa capacité d'initiative au profit d'une « tête » en capacité d'imposer des campagnes, des modes d'action et plus encore de fixer la stratégie du mouvement.

Cette situation explique la crise profonde que connaît aujourd'hui le mouvement antinucléaire. Si un grand nombre de groupes accepte l'autorité du Réseau ce n'est pas le cas de tous. Beaucoup parmi les groupes les plus actifs, notamment les plus anciens comme le CRILAN ou le CAN 84, n'acceptent plus l'hégémonie lyonnaise. D'autres ont tout simplement renoncé à l'action antinucléaire dégoûtés par le climat délétère qui règne au sein du mouvement.

Ce malaise au sein du mouvement antinucléaire s'approfondit au moment même où de nouvelles organisations mettent en œuvre des actions concrètes qui prouvent que le nucléaire n'est pas nécessaire. Si en 2005, les *7 vents du Cotentin* diffusent leur brochure Courant alternatif pour le Grand-Ouest avec le Réseau, *Négawatt* publie son premier scénario en 2006, *Virage énergie* se développe de manière autonome en 2008 puis en 2009 le *Réseau Action Climat* est fondé avec l'objectif de porter un discours associatif sur la transition énergétique.

Le discours sur l'énergie évolue voire change de nature. Non seulement de nouvelles critiques s'affirment mais surtout la manière d'aborder la question énergétique connaît une mutation profonde. Il ne s'agit plus tant de mettre en cause des risques et des impacts mais de dénoncer un système qui expose les sociétés à une crise écologique globale sans assurer ni sécurité des approvisionnements ni la justice sociale. L'énergie devient une question politique centrale qui détermine des choix techniques, industriels et économiques pour garantir un accès durable de tous à un bien commun dont personne ne met en cause l'utilité.

Il n'est pas étonnant que les partis politiques écologistes et d'autres soucieux du développement durable se soient emparés de cette nouvelle question énergétique. C'est une manière concrète d'aborder le thème de la décroissance sans choquer les plus conservateurs. C'est une problématique nouvelle qui permet de répondre concrètement aux difficultés que connaît aujourd'hui l'industrie en Europe en posant le principe d'une relocalisation de l'activité et de la décision. Mais là on se trouve dans le champ gouvernemental où il s'agit de promouvoir de nouvelles politiques plus justes et plus soutenables sans se restreindre à la contestation d'un modèle dépassé.

En revanche on peut s'étonner que le Réseau Sortir du nucléaires ait décidé de reprendre à son compte cette stratégie d'autant plus que cela s'est fait au détriment des autres dimensions de la lutte antinucléaire : dénonciation du nucléaire militaire, mise en cause directe du modèle économique induit par le nucléaire, critique de la dimension politique et bien entendu le refus catégorique des conséquences sanitaires et environnementales.

Il n'est pas de la responsabilité du mouvement antinucléaire de décréter quelles sont les meilleures solutions énergétiques. Sa mission est de porter la grande diversité des points de vue contre le nucléaire sans n'en privilégier aucun.

Comment s'étonner dès lors que la crise rampante qui épuisait le Réseau éclate au grand jour à l'occasion du sommet de Copenhague sur le climat ?

C'est bien une querelle sur les moyens et les buts de la lutte antinucléaire qui déchire le Réseau à l'automne 2009 et aboutit à la rupture de 2010 toujours effective aujourd'hui. D'un côté on trouve ceux qui tiennent à ce que le Réseau se dissolve dans un front plus large qui revendique un changement de modèle énergétique. De l'autre ceux qui sont convaincus de la singularité de la lutte antinucléaire insoluble dans la problématique énergétique. Sans compter bien entendu une grande diversité de positions intermédiaires...

Le problème est que le fonctionnement du Réseau n'a pas permis de trouver un point d'entente entre ces tendances. Bien au contraire le pôle salarié a approfondi ce clivage en soutenant sans ambiguïté la *posture énergétique*. Bon nombre d'*antinucléaires classiques* se sont dès lors trouvés exclus d'une organisation choisissant une orientation dont ils ne reconnaissent plus l'utilité et la stratégie. Et chacun connaît la suite...

Si le Réseau Sortir du nucléaire reste une organisation d'échelle nationale capable d'appeler à de grands rassemblements comme ceux qui ont eu lieu ce week-end ou de fédérer autour de lui d'autres organisations politiques syndicales et associatives comme le 17 mars dernier en proposant l'appel « *nucléaire, nous voulons avoir le choix !* », son identité s'est considérablement brouillée pour ne pas dire effacée.

On ne sait plus très bien s'il est devenu une composante du *mouvement pour une transition énergétique* qui diffuse les thèses de Négawatt ou s'il reste une organisation spécifiquement antinucléaire. En tout cas une chose est sûre : on ne peut plus guère distinguer ses objectifs et ses méthodes des grosses ONG internationales telles le WWF ou Greenpeace qui disposeront toujours de plus de moyens et d'audience que lui.

Somme toute une série de questions se pose aujourd'hui avec insistance alors que le nucléaire occupe tous les esprits et qu'aucune force politique ne peut plus ignorer ce problème : à quoi sert donc le Réseau Sortir du nucléaire ? Comment doit-il s'organiser ? Quels sont ses objectifs ? Quelles sont ses méthodes ?

Les réponses qu'apportent aujourd'hui la majorité du Conseil d'administration et le pôle salarié ne sont pas pleinement satisfaisantes et ont entraîné deux démissions coup sur coup, la mienne puis celle de Monique Guittenit... sans parler de la défiance de nombreux groupes.

Mais cette situation n'est pas fatale. Le mouvement antinucléaire possède la capacité de se ressaisir alors que les tâches qui lui reviennent sont immenses. Faut-il encore que le plus grand nombre comprenne l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui le Réseau et, plus encore, admette la nécessité de réformer la fédération des groupes antinucléaires pour éviter un délitement de la lutte qui nous réunit tou(te)s.

Une impasse économique

Le premier problème est la nature même du Réseau. A mon sens le Réseau n'est plus une organisation militante mais plutôt une petite entreprise. Tout est déterminé en son sein par une manière de concevoir actions, discours et positions qui privilégient les aspects strictement comptables à toute autre considération.

Je ne dis pas qu'un tel fonctionnement est en soi scandaleux. Il peut en effet se comprendre compte tenu de la masse de travail que veut assumer l'équipe de la rue Dumenge. Ce qui ne va pas c'est que cette orientation n'est pas clairement assumée. Elle est même occultée par tout un dispositif qui laisse croire que le Réseau est ou plutôt reste un organe militant.

Si on regarde bien comment est organisée l'équipe salariée le dispositif apparaît de manière évidente. Sur 17 salariés, 10 sont destinés à ce que j'appelle la logistique (pôle comptabilité, maintenance internet et la gestion de stock). Ce groupe là travaille dans les vieux locaux partagés avec Silence rue Dumenge. Ici l'essentiel de l'espace est consacré au stockage du matériel dont nous sommes tous friands dans nos groupes locaux. Ici c'est l'*Atelier* en quelque sorte là où les *petites mains* s'affèrent pour répondre aux multiples sollicitations.

Il faut aller un peu plus loin dans de nouveaux locaux pour trouver les « *salariés-politiques* », c'est-à-dire ceux et celles qui se sont arrachés à l'activité matérielle pour assumer des « tâches au combien plus prestigieuses ».

C'est rue du Pavillon, dans un magnifique appartement restauré, qu'officie le « *coordinateur général* » et ses collaborateurs directs : son fidèle rédacteur qui a la

haute main sur toutes les publications, son adjointe recrutée il y a bientôt 6 mois, la jeune attachée de presse et la juriste. C'est là aussi que les deux « *campagneuses* » travaillent quand leur activité ne les amène pas à sillonner la France.

Ainsi la petite salle de réunion de la rue du Pavillon ne compte-t-elle que 6 chaises. Vous imaginez bien que ce qui se passe ici ne concerne guère les *manœuvres*. La division du travail est poussée à son paroxysme... alors qu'on aurait pu imaginer un fonctionnement plus proche d'une SCOP ou d'une SCIC !

Mais pensez-vous... Il y a tant de travail au Réseau qu'il faut s'organiser de la manière la plus efficace et la plus rationnelle quelques soient les idées développées par les voisins de Silence. Ainsi ce qui revient sans arrêt dans la bouche des salariés c'est la surcharge de travail, la longueur des journées et le besoin de nouvelles embauches.

On a bien à faire à un modèle fondé sur une logique de **croissance**. Il faut bosser pour financer la structure. Plus on bosse plus cela crée de nouvelles tâches. Plus il y a de nouvelles tâches plus il faut bosser. Et alors on doit embaucher pour amortir le développement de l'activité et ainsi de suite. A croire que l'équipe salariée est entraînée dans une fuite en avant continuelle qui la pousse vers le toujours plus sans jamais penser la soutenabilité effective d'une telle logique.

Aujourd'hui cette logique atteint ses limites. Les flux financiers ne couvrent plus guère la masse salariale et limitent grandement les investissements. Le réseau est perpétuellement exposé au risque économique. L'ensemble de l'activité s'en trouve impacté. Si l'argent des groupes monte au Réseau force est de reconnaître que les flux descendants sont bien maigres... à l'exception notoire de quelques dépenses que Lyon est contraint de concéder sous peine de voir son image militante s'estomper un peu plus (aide au GANVA et la Maison de Bure, soutien financier à des événements tel Lézan ou le collectif Altermob).

Le Réseau est devenu en quelque sorte le trou noir financier du mouvement anti-nucléaire. Le budget ne cesse de gonfler sans pour autant que les liquidités augmentent. Il suffit pour s'en convaincre de regarder des éléments publics aujourd'hui, à savoir les données présentées à l'occasion de l'AG 2011. Ce n'est pas moins d'un million d'euros qui passe par Lyon. Jacques Caclin pouvait alors annoncer fièrement que les prélèvements couvraient alors 94% de la masse salariale. Manifestement ce taux s'est aujourd'hui effondré...

En toute logique, la priorité est aujourd'hui à la recherche effrénée de fonds. Pour cette raison le réseau a décidé de s'associer avec un organisme dont la seule qualité est de posséder une très large liste de diffusion sur le net[1]. Pour cette raison, le Réseau a décidé de s'intéresser au fameux 1% pour la planète[2]. Pour cette raison, l'urgence cet automne est de relancer les groupes et les particuliers pour qu'ils renouvellent dès maintenant leur adhésion. Preuve s'il en est que les ressources manquent !

En définitive on doit bien parler d'une **faillite économique** du Réseau. Même dans un contexte marquée une catastrophe nucléaire mondiale sans précédent, de multiples incidents dans les centrales françaises et un drame à Marcoule, le Réseau ne réussit pas à accumuler des fonds pour soutenir les luttes de demain et renforcer celles d'aujourd'hui.

Il faut dire que parfois l'argent est destiné à des opérations des plus étranges. Regardons avec attention cet exemple abordé lors d'un comité de gestion du printemps dernier :

Philippe souhaite s'engager dans un processus de conseil et de diagnostic de son travail de coordinateur général de l'équipe par un consultant (XXXXXX) qui débiterait par une enquête auprès des salariés et des administrateurs (Diagnostic 360 °) avant de se prononcer sur un accompagnement du développement de ses compétences opérationnelles et relationnelles.

XXXXXXX a été conseillé pour son expérience et ses qualités par XXXXXX, membre du comité XXXXXXXXXXX du Réseau et formateur à XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX.

Le coût pour le Réseau d'un tel diagnostic serait de X XXX € TTC qui pourrait être probablement pris en charge pour une bonne part par notre fonds de formation continue.

Une convention d'intervention a été transmise au comité de gestion qui présente le contexte, la demande et les bénéfices attendus.

=> Aucune décision sur cette démarche n'est nécessaire dans la mesure où elle s'inscrit dans le cadre d'une démarche personnelle d'accompagnement et de formation.

Déconcertant n'est ce pas... Une personnalité du Réseau conseille à son ami Philippe de faire appel aux services d'un homologue. Une fois encore on retrouve cette logique managériale qui donne lieu à des échanges monétaires non négligeables. Chaque mot compte dans cette délibération du comité de gestion... surtout la dernière mention qui doit être mis en regard des difficultés de certain(e)s pour se faire rembourser leurs frais...

Une impasse organisationnelle

Les administrateurs auraient pu effectuer cette mission. Une telle possibilité n'a pas été envisagée puisque au sein du Réseau ne règne à présent pas une culture qui promeut la professionnalisation de l'action publique et entend tirer un trait sur la culture militante classique considérée comme obsolète.

Le Réseau est à l'image de la société actuelle. Il a succombé et succombe encore à une lente dérive qui investit de tous les pouvoirs une *oligarchie* omnipotente qui vient ruiner tous les dispositifs démocratiques traditionnels. On retrouve donc dans une certaine mesure à Lyon ce qu'Hervé Kempf dénonce à l'échelle mondiale.

« Répétons-le : l'oligarchie, ce n'est pas la dictature, c'est le gouvernement par le petit nombre des puissants. Entre eux, ils discutent, réfléchissent, s'opposent, rivalisent. Ils font « démocratie », mais entre eux, sans le peuple. Et quand la décision est prise, elle s'impose, même si l'on y mettra les formes en habillant avec un art consommé la procédure électorale et la discussion publique[3]. »

Celle qu'on dénommera à présent l'*oligarchie lyonnaise* (OL) met ainsi en œuvre une stratégie non intentionnelle mais subjective. Une stratégie très aisée puisqu'elle dispose des structures, des moyens et des procédures nécessaires à l'exercice d'une relation de domination.

Mais si le pouvoir s'exerce, il n'en fait pas moins système. Ce qui se passe à Lyon, à la tête du Réseau, n'existeraient pas sans une acceptation des groupes et des administrateurs sensés les représenter.

Le souci légitime de beaucoup de préserver en dernier recours l'organisation du mouvement les a amenés à accepter l'hégémonie lyonnaise. Ce fut la décision prise notamment en Haute-Normandie quand le *Collectif STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs* décida de maintenir ses relations avec Lyon malgré les réticences de certain(e)s. En définitive, une même logique a entraîné les différents acteurs du mouvement antinucléaire sur une voie qui paraît aujourd'hui sans issue.

A partir du moment où le principe de professionnalisation de l'activité militante a été acceptée un coin a été enfoncé dans le modèle originel du Réseau comme le dit si bien Michel Bocara dans sa brochure du printemps 2011[4]. La brèche est devenue béante quand le pôle salarié s'est étoffé au point de *surclasser tant sur le plan décisionnel qu'intellectuel le CA*.

Le plus surprenant est que lorsque ce renversement organisationnel a commencé à produire ses effets délétères, c'est un salarié et non pas le CA qui a réagi. L'enfant chéri du Réseau, celui qui l'a sorti de la confidentialité, a explosé de rages peinant à trouver les mots justes pour exprimer sa colère. Le conflit qui aurait du opposer administrateurs et salariés a eu lieu au sein même de l'équipe salariée aboutissant à une assemblée générale extraordinaire à tous les sens du terme.

« si j'ai pris la décision de licencier Stéphane c'est parce que je n'avais pas d'autre choix. C'était cela ou laisser exploser le réseau, le CA aurait du prendre cette décision mais il n'en était pas capable. » Philippe Brousse cité par Michel Bocara

Le piège de la professionnalisation s'est refermé sur des administrateurs privés des moyens de comprendre, de connaître et de décider.

Tout cela est confirmé par une célèbre tribune adressé par Didier Anger aux administrateurs, anciens administrateurs, salariés du Réseau :

« Pour des causes multiples (professionnalisme des salariés, manque de temps, hétérogénéité inévitable du CA...) le poids de Lyon s'est accru en même temps que l'esprit d'entreprise l'a emporté peu à peu sur l'esprit associatif, y compris dans l'utilisation du Droit. Entre l'association du début avec des rapports amicaux, égalitaires, entre ses membres et la grosse ONG pourvue d'un « staff » de salariés compétents sous l'autorité hiérarchique d'un DRH, il y a un monde. »

Comme le dit un peu plus loin Didier, les administrateurs se trouvent contraints par un fonctionnement rapide, trop rapide, du pôle salarié qui vient investir toutes les tâches qu'ils ne peuvent exercer immédiatement.

Ce n'est pas tant la question au combien politique du positionnement sur le climat dans le contexte de Copenhague qui pose problème mais bien la stratégie de l'urgence constante qui a permis d'épuiser les élus et de les contraindre à prendre des positions contradictoires avec leurs engagements locaux.

La résilience du CA a été mise à rude épreuve fin 2009 au point de détruire la résolution des plus sincères et d'abattre la figure classique de l'administrateur-représentant. On

peut bel et bien parler de rupture dans l'histoire du Réseau.

La transition tant espérée par quelques salariés a pu dès lors se réaliser. Une transition qui a pris la forme d'une modification de la place, du rôle et du fonctionnement du conseil d'administration. Lyon a pu disposer à l'issue des AG de février et de juin d'une « *chambre introuvable* » au sein de laquelle chacun a accepté la fonction qui lui était confiée.

- La *chambre introuvable* est d'abord une **chambre d'enregistrement** soumis au rythme effréné des votes organisés par les salariés sur l'intranet : au CA on vote sur tout et surtout on vote sur rien... puisque tout ce qui est stratégique pour le Réseau est décidé exclusivement par le pôle salarié.
- La *chambre introuvable* est un **panel** qui permet aux salariés d'éprouver leurs idées et de connaître les opinions de « *la base* ». Les ordres du jour sont toujours tellement serrés qu'il est impossible de développer une réelle réflexion collective. Les administrateurs s'expriment répondant aux injonctions des salariés, les commentant sans jamais pouvoir élaborer entre eux des stratégies.
- La *Chambre introuvable* est une **cour** où chacun essaie de faire valoir ses qualités auprès des salariés qui tiennent la boutique pour obtenir quelques bonnes grâces à savoir des missions et des représentations. En effet le système est suffisamment pervers qu'il récompense la docilité et censure la créativité.
- Enfin la *Chambre introuvable* est une **poulinière** où les maîtres viennent recruter les plus dociles pour les seconder à l'occasion de certaines actions et autre délégations. L'égo des courtisans s'en trouve flatté et les maîtres soulagés d'une partie de la charge de travail. C'est le cas en particulier du porte-parolat accordé à discrétion des véritables dirigeants...

Ainsi le CA est il tel la *Cour de Constantinople* l'occasion de prétendre à des titres magnifiques mais complètement dépourvu de contenu... voire de sens. C'est le cas en particulier de la fonction de trésorier qui ne peut pas grand-chose face à un service comptable qui ne rend de compte qu'à la coordination générale. Il en va de même pour les responsables de commission dont le pouvoir direct tend vers zéro. Au mieux ils peuvent corriger les actions des salariés sans disposer d'une capacité réelle d'influence et de contrôle.

La communication échappe complètement aux administrateurs et au responsable de la *commission communication*. Combien de fois avons-nous vu tomber de je ne sais où des communiqués inodores et sans saveurs mis au vote sur des délais infimes mais publiés avec un grand empressement. Une sorte de frénésie communicante dénuée de toute capacité critique s'est imposée fragilisant l'image du Réseau. A l'inverse quand un sujet semble important, il faut dépenser des trésors d'énergie et de temps pour convaincre des salariés de modifier un plan de communication... dont on a beaucoup de mal à saisir la subtilité.

N'est-il pas surprenant du reste que les dernières révélations sur la faillite technologique de l'EPR soient parues dans le Canard ? En d'autres temps de telles informations auraient été diffusées par le Réseau pour ensuite seulement être relayées par la presse. Cet exemple est d'autant plus désolant quand on sait qui a transmis les informations au canard...est-ce à dire que le Réseau n'apparaît plus comme un vecteur crédible d'informations ?

Bien des éléments amènent à penser que c'est le cas. Il suffit pour s'en convaincre de

regarder qui on trouve au CA. Philippe Brousse pour maintenir l'illusion d'un fonctionnement démocratique a fait appel à ses amis pour constituer la Chambre introuvable en 2010. Il lui fallait absolument trouver quelques fidèles pour remplacer les personnalités du mouvement antinucléaire mises à l'écart en février... quitte à accepter quelques opposants maintenus bien entendu en position minoritaire.

Rien ne correspond à ce qui est présenté dans les statuts et le règlement intérieur.... Que personne en définitive ne regarde. Certes des réunions sont organisées. Certes des votes ont lieu. Certes des points de vue s'expriment. Mais rien ne se joue vraiment à ces occasions. Le CA, ne maîtrisant pas les ordres du jour et ne décidant pas ce qui est mis au vote subit, toujours une logique qui lui est imposée. Surtout les choses sérieuses ne se jouent jamais en présence de tous les administrateurs : seuls ceux qui participent au fameux *comité de gestion* et surtout les deux « *administrateurs d'astreinte* » ont accès à l'information. Mais ils se gardent bien de la diffuser à leurs pairs. Tout au plus pendant les plénières, ils se contentent de prononcer la formule rituelle « *c'est bon on en a discuté avec Anne-Laure et Philippe...* »

Il va sans dire qu'un tel CA qui n'ose même plus se réunir à huit clos ne peut en aucun cas être considéré comme un pouvoir face au pôle salarié, ni même un contre-pouvoir. Et quand un(e) administrateur tente de développer une pensée singulière le dispositif est suffisamment rôdé pour le calmer rapidement. Les administrateurs d'astreinte interviennent rapidement pour rappeler à l'ordre le contrevenant lui assénant la *ligne*. Puis c'est au tour des salariés de lancer une salve de remarques acerbes. Si cela ne suffit pas reste la mesure la plus contraignante à savoir la rétention d'information.

S'il y a bien une chose de sûre au Réseau, c'est qu'administrateurs et militants ne sont pas tenus au courant de grand-chose. Au mieux les informations sont classés dans un des nombreux méandres de l'intranet... au pire elles sont réservés à ceux seuls qui ont reçu le niveau d'accréditation nécessaire. Il y a bien quelque chose d'orwellien dans la manière dont fonctionne le Réseau.

Propositions pour une réforme urgente

Jamais la crise n'a été aussi profonde qu'aujourd'hui à l'issue des manifestations du 15 octobre que Lyon a bien tardé à soutenir. L'organisation du Réseau comme son fonctionnement donnent à voir une carence préjudiciable au succès de cette lutte que nous menons tou(te)s dans nos diverses associations.

Une telle situation n'est pas une fatalité. Le mouvement antinucléaire possède les qualités et les capacités pour initier une authentique réforme de son organisation afin de fédérer toutes ses composantes, toucher le grand public et organiser une riposte à la hauteur des enjeux.

Quelques idées simples pourraient être mises en œuvre rapidement pour aborder les échéances de 2012 avec confiance et détermination : remettre les groupes au cœur du Réseau, investir les coordinations régionales de réelles capacités humaines et organisationnelles, restaurer les pouvoirs du conseil d'administration voire l'élargir pour garantir une plus grande représentation des différentes composantes du mouvement et surtout limiter les prérogatives d'un pôle salarié devenu trop nombreux et omnipotent. Il s'agit tout simplement de rompre avec le modèle actuel produit d'une société nucléarisée qui repose sur une division stricte du travail et du pouvoir, une culture de la soumission et du secret et le mythe d'une croissance infinie.

L'enjeu est de taille. Le mouvement antinucléaire doit se ressaisir alors que la

catastrophe de Fukushima se poursuit que la filière nucléaire française essaie par tous les moyens d'imposer l'irréversibilité de cette technologie de mort tant dans le domaine civil que militaire.

Le mouvement antinucléaire s'il veut réellement peser sur les décisions politiques est face à la nécessité de fédérer tous ceux et celles qui veulent dire « non » au lobby militaro-industriel. Cela ne peut se faire dans le cadre des structures existantes et encore moins en perpétuant la stratégie privilégiée par Lyon depuis deux ans.

La critique du nucléaire ne saurait en aucun cas se limiter aux seules questions énergétiques et climatiques. Elle touche quelque chose de beaucoup plus profond. La critique du nucléaire en effet met en cause l'organisation même de nos sociétés, la culture de la modernité construite contre la nature et plus encore des imaginaires sociaux qui n'ont pas fait complètement le deuil du totalitarisme.

Désobéir au nucléaire est une chose. Faut-il encore expliquer pourquoi cette acte et si nécessaire. Or le Réseau ne répond plus aujourd'hui à cet impératif. Si ce n'est à de rares exceptions telles les **Journées d'étude** organisées à Toulouse par la coordination Sud-ouest, le Réseau Sortir du nucléaire étouffe la pensée critique limitant la réflexion sur le nucléaire à une dispute stérile sur les délais de sortie. Mais le problème n'est plus là... puisque chacun sait aujourd'hui que la sortie du nucléaire est possible : elle est déjà à l'œuvre en Allemagne... sans parler de la terrible situation que connaît le Japon.

Mais une telle réaffirmation critique du mouvement antinucléaire ne pourra se faire sans une volonté partagée de réunir l'ensemble de ses composantes écologistes, trotskystes, libertaires, autonomes, etc. et surtout des hommes et des femmes qui tout simplement refusent cette technologie de mort sans appartenir pour autant à un courant politique ou spirituel.

Le Réseau aujourd'hui bloque cette réunification et met tout en œuvre pour tenir en marge du mouvement des groupes et des personnalités dont l'engagement antinucléaire est ancien et sincère : Didier Anger, Chantal Cuisnier, Michel Guéritte, Yves Lenoir, Stéphane Lhomme, Jean-Luc Pasquinet, Pierre Péguin, Isabelle Taït et bien d'autres.

Une réelle refondation fédérale du mouvement antinucléaire ne saurait les ignorer et esquiver la nécessaire réhabilitation de tous ceux et celles qui ont été victime de la crise de 2010. C'est une question de justice. C'est aussi une question pratique puisqu'il est inconcevable de vouloir renforcer le mouvement antinucléaire en excluant bon nombre des principaux adversaires de l'industrie de l'atome en France.

Le Réseau Sortir du nucléaire a joué son rôle. Aujourd'hui il est dépassé par une situation qu'il a été incapable d'anticiper et, plus encore, il est entravé par une organisation bureaucratique qui nuit à son efficacité et à sa réactivité.

Le plus grand nombre ne se reconnaît plus dans ce Réseau qui n'est plus que l'ombre de ce qu'il a été, de ce qu'il voulait devenir. Afin de restaurer la possibilité de travailler tous ensemble en tirant un trait sur la crise humiliante de 2010, il s'agit de refonder le mouvement anti-nucléaire en France. Il est grand temps de changer de base pour que l'année 2012 soit celle de l'arrêt du nucléaire en France... voire en Europe.

[1] ADOME

[2] <http://www.onepercentfortheplanet.org/fr/>

[3] Hervé Kempf, *L'oligarchie ca suffit, vive la démocratie*, Paris, 2011, Seuil, p35.

[4] <http://leliencommun.org/sdnlot/crise.html>